

NP 2023 - AR - 091 R

ARRÊTÉ NON PERMANENT

D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LA POSE D'UN ECHAFAUDAGE AUX DROITS DU 3 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE.

Le Maire de Beauchamp,

Vu le code des communes, décrets numéros 7790 et 7791 du 27 Janvier 1977 – titre III – chapitre 1^{er} – Articles L 131-1, L 131-2, paragraphe 1, L 131-3 et L 131-4.

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle du 22 Octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée par les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 17 Octobre 1968, par la circulaire N° 68.103 du 30 Octobre 1968 et par les arrêtés du 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971, 27 Mars 1973, 10 Juillet 1974 et 15 Juillet 1974.

Vu les articles R.417-10 et L 325-1 du Nouveau Code de la route.

Vu le Code de la Voirie Routière (loi n° 89.413 du 22 Juin 1989).

Vu le règlement de voirie approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 28 Juin 2010.

Vu l'institution des tarifs pour l'occupation du domaine public approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 18 février 2016 et du 18 juin 2020.

Considérant la demande d'autorisation de pose d'un échafaudage en date du 29 mars 2023 par la société DEXA 5 rue Saint Marc – 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY, pour la pose d'un échafaudage aux droits du n°3 avenue du Général de Gaulle pour la société Century 21 à Beauchamp.

Il importe de prendre des mesures pour réglementer le stationnement, et pour la sécurité des personnes chargées de la pose de l'échafaudage et des usagers de la voie publique.

ARRETE :

Article 1 La société DEXA est autorisée à poser un échafaudage aux droits du n° 3 avenue du Général de Gaulle à Beauchamp pour la période du jeudi 6 avril au vendredi 7 avril 2023.

Article 2 La société DEXA devra prendre toutes les dispositions réglementaires de signalisation pour éviter les accidents engageant sa responsabilité. Cette signalisation devra rester visible de jour comme de nuit.

Article 3 La circulation des piétons devra être maintenue sur le trottoir et toutes dispositions devront être prises pour assurer la sécurité des riverains. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé.

- Article 4** Une signalisation verticale réglementaire sera installée 48h à l'avance pour réserver l'emplacement aux droits du n°3 avenue du Général de Gaulle à Beauchamp par les agents municipaux des Services techniques et sous le contrôle de la police municipale.
- Article 5** Dès l'achèvement des travaux l'échafaudage et tous les dépôts de matériaux devront être enlevés.
Le trottoir devra être dans un état de propreté optimale.
- Article 6** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai du terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du demandeur et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des Tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 7** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant la date et pendant toute la durée de la pose de l'échafaudage.
- Article 8** Le montant de la redevance fixé à 3€/ml/jour soit un montant total de 18€. Le règlement sera effectué à réception du titre exécutoire émis par le Trésor Public.
- Article 9** Mme le Maire, M. le Commissaire de police d'Ermont, la police municipale et tous les agents de la voie publique seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée sur le site de la ville. Notifié à : DEXA
- Article 10** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Mme le Maire de Beauchamp dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication électronique sur le site Internet de la commune. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être directement saisi par l'intermédiaire de l'application « télérecours citoyen », accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal



Alain PERRIN



03 AVR. 2023

La Mairie certifie que cet arrêté a été mise en ligne sur le site de la ville le _____